

**Arrêté DCPAT- BDLIT n°2021-75**  
**complétant l'arrêté DCPAT n° 2019-552 du 20 août 2019**  
**Société CMGO à Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung**

**La préfète,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'ordonnance 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCPAT n° 2019-552 du 20 août 2019 autorisant la société GAÏA à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung aux lieux-dits : « Champ de Bordcarrère », « Cameloung », « Bordecarrère », « Saligas de Poudenx », « Mellet », « Gabarret », « Le Tremblant », « Laroque », « Castets » et « Gaillat » ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2020-430 du 14 septembre 2020 autorisant l'exploitation au lieu-dit : « Le Tremblant » de la parcelle n° 690 de la section D du plan cadastral de la commune de Cazères-sur-l'Adour ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021-10 du 14 janvier 2021 actant la possibilité d'exploiter indifféremment le secteur B ou le secteur C de la première phase quinquennale d'exploitation de la carrière ;

**VU** l'arrêté préfectoral BCI N° 88-2020 du 24 août 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Loïc GROSSE, secrétaire général de la préfecture des Landes ;

**VU** la demande de changement d'exploitant datée du 16 décembre 2020, introduite par le président des sociétés GAÏA et Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO), sollicitant le transfert de l'exploitation de la carrière au profit de la Sas CMGO ;

**VU** la consultation du 02 février 2021 de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire ;

**VU** les remarques formulées par l'exploitant dans sa transmission du 08 février 2021 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 09 février 2021 de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de changement d'exploitant s'effectue dans le cadre de la cession de fonds de commerce intervenant entre la société GAÏA et la société CMGO, à date d'effet du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le cessionnaire, en la personne de la Sas CMGO, dispose des capacités techniques et financières requises ;

**CONSIDERANT** l'engagement du 30 décembre 2020 d'émettre une garantie financière présenté dans le dossier de demande susvisé ;

**CONSIDERANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation de changement d'exploitant sont réunies ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 -**

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2021, la société CMGO est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions techniques édictées par l'arrêté préfectoral du 20 août 2019 modifié susvisé, à poursuivre l'exploitation des différentes installations concernées par ledit arrêté et sises sur les communes de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung.

### **Article 2 \_**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 3 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré auprès du tribunal de Pau :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - (a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2<sup>o</sup> de l'article suivant ;
  - (b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 2<sup>o</sup> du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

### **Article 4 - Publicité**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

1<sup>o</sup> - Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung, et peut y être consultée.

2<sup>o</sup> - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est

affiché dans les mairies de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires ; le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

3° - Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### **Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le maire de Cazères-sur-l'Adour, le maire de Duhort-Bachen, le maire de Renung et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CMGO, et dont copie sera adressée aux mairies de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung.

Mont-de-Marsan, le 11 MARS 2021

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,



Loïc GROSSE